



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

18 JANVIER – 24 JANVIER 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

18 – 24 janvier 2022

Politiques économiques

L'inflation continue sa progression en décembre (4,8%)

Selon les estimations réalisées par *Statistique Canada* (StatCan), l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 4,8% en décembre (en glissement annuel), après une hausse déjà prononcée (4,7%) au mois précédent. Les principaux facteurs d'augmentation de l'IPC restent clairement identifiés : le prix des aliments (+ 5,2%), les véhicules automobiles (+ 7,2%) et l'assurance habitation (+ 9,3%).

Les prix de l'immobilier ont augmenté de 26% en 2021

Selon l'Association Immobilière du Canada (*Canadian Real Estate Association*), les prix moyens sur le marché immobilier ont augmenté de 26,6% au cours de l'année, le prix de vente moyen atteignant ainsi 713 500 CAD (501 420 €) en décembre. Selon l'association, les hausses de prix ont été particulièrement prononcées au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Colombie-Britannique, alors qu'elles ont été plus mesurées en Alberta ou à Terre-Neuve.

Un groupe d'experts du climat invite Chrystia Freeland à renoncer à la mise en place d'un crédit d'impôts sur les technologies de stockage du carbone

Dans le cadre de la présentation du dernier budget fédéral (avril 2021), le gouvernement canadien avait

avancé l'idée d'un crédit d'impôt pour les projets de captage, d'utilisation et de stockage du carbone. Un projet désormais contesté par plus de 400 chercheurs, qui estiment que ce crédit d'impôt serait une façon de « *subventionner l'industrie du gaz et du pétrole* ». Les signataires de la lettre adressée à la ministre Freeland soulignent que ces technologies seraient coûteuses et prolongeraient le recours aux énergies fossiles, en opposition avec les engagements pris par le Canada dans le cadre de l'Accord de Paris – et renouvelés à l'occasion de la COP 26. Un processus de consultations sur ce crédit d'impôt s'est achevé en décembre 2021.

Une coalition d'acteurs économiques, sociaux et environnementaux s'engage pour une refonte des indicateurs de bien-être au Québec

Le collectif « G15+ », qui regroupe notamment la Fédération des chambres de commerce du Québec, la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec ou encore le Conseil du patronat du Québec, a fait paraître le 18 janvier un rapport préconisant une refondation des grands indicateurs utilisés pour évaluer l'effet des politiques économiques. Le collectif propose ainsi un ensemble de 51 indicateurs variés : endettement des ménages, qualité de l'emploi, besoins en matière de logement, qualité de l'air, etc. La liste exhaustive des indicateurs est disponible [ici](#).

Le Conference Board of Canada souligne une hausse des absences au travail et du roulement des effectifs en 2021

Le Conference Board of Canada, l'un des *think tanks* les plus reconnus au Canada, a publié un rapport sur les évolutions de l'organisation et du marché du travail au Canada, soulignant notamment une hausse des absences (6,2 jours en moyenne en 2020-2021 contre

5,1 jours en 2019-2020) dans les grandes organisations – publiques et privées – canadiennes. Cette donnée brute cache toutefois des disparités selon les secteurs, notamment en fonction de la capacité des travailleurs à opter pour le télétravail. Par ailleurs, le *Conference Board* insiste sur la hausse du *turnover*, qui a atteint 9,1% en 2021 (contre 7% avant la pandémie).

Entreprises

Les entreprises et les consommateurs inquiets à propos de l'inflation selon la Banque du Canada

Dans son rapport trimestriel sur le climat des affaires (*Enquête sur les perspectives des entreprises*), la Banque du Canada souligne que les entreprises demeurent préoccupées par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et les pénuries de main-d'œuvre, tandis que les anticipations d'inflation pour les deux prochaines années ont continué à s'accroître – et risquent de ne retrouver leur cible de 2% que d'ici un à 3 ans.

Natixis revend sa participation au sein de Fiera Capital

La banque d'affaires française Natixis a annoncé la vente de sa participation au sein de la société de placements montréalaise Fiera Capital, estimée à près de 105 M CAD (73,5 M €), soit plus de 10 millions d'actions. Fiera Capital a d'ores et déjà annoncé qu'elle se porterait acquéreur à hauteur de 35 M CAD (24,5 M €), tandis que le reste des actions de Natixis devrait être racheté par un consortium financier mené par RBC Capital Markets (banque RBC).

Bic rachète l'entreprise canadienne Inkbox pour 65 M USD (57 M €)

Le groupe français a annoncé son rachat de l'entreprise canadienne spécialisée dans les tatouages semi-permanents Inkbox, implantée à Toronto (Ontario) et créée en 2015. Ce rachat permet à Bic de se positionner sur le marché du tatouage semi-permanent qui, s'il reste largement dominé par le tatouage permanent (400 M € contre 6 Md €), connaît une croissance rapide au cours des dernières années. Bic compte par ailleurs s'appuyer sur le catalogue étoffé de l'entreprise torontoise (10 000 modèles) et sur ses avantages comparatifs: encre végétale, marque 100% digitale.

L'entreprise française Albioma s'implante au Québec (La Granaudière)

L'entreprise, spécialisée en ressources renouvelables, a annoncé la reprise du site de production de granules de bois de La Granaudière, près de 6 mois après sa fermeture pour difficultés financières. Le montant de la transaction n'a, à ce jour, pas été rendu public. Albioma a toutefois précisé qu'elle comptait effectuer des investissements sur le site québécois afin d'atteindre rapidement une production annuelle de 200 000 tonnes de granules.

La société 1Password lève 620 M USD, la plus grosse levée de fonds effectuée par une société canadienne

La société implantée à Toronto a annoncé le 19 janvier une nouvelle levée de fonds de 620 M USD (548 M €), portant sa valorisation à 6,8 Md USD (6 Md €). Il s'agit ainsi de la plus importante levée de fonds pour une société canadienne. 1Password, créée en 2005, est rapidement devenue l'un des leaders sur le marché des logiciels de gestion de mots de passe, avant d'étendre son activité dans tous les domaines de la cybersécurité.